

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 88 — 1196

**11 MEI 1988. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
tot bepaling van de adviesprocedure en tot oprichting van de Adviescommissie
voorzien in artikel 3 van het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van steenberg**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve, zoals gewijzigd tot vandaag;

Gelet op het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van steenberg;

Gelet op het besluit van de Waalse Regionale Executieve van 4 september 1985 betreffende de ontsluiting van steenberg wat de procedure voor de verlening van de vergunning tot ontsluiting en de modaliteiten van het openbaar onderzoek betreft;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 oktober 1985 houdende vaststelling van de vorm en bepalend de inhoud van de aanvragen om vergunning tot ontsluiting van steenberg;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid tot de in het decreet van 9 mei 1985 voorziene classificatie over te gaan;

Op de voordracht van de Ministers tot wiens bevoegdheden het Economische Beleid, de Plaatselijke Besturen, de Ruimtelijke Ordening, de Energie en de Ondergrondse Hulpbronnen behoren,

Besluit :

Artikel 1. De opdracht van de Commissie bestaat in, overeenkomstig het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van steenberg, een classificatie van de steenberg op basis van hun economische analyse op te maken rekening houdend met de voorschriften inzake ruimtelijke ordening en leefmilieu.

Art. 2. De Commissie bestaat uit vertegenwoordigers :

— van de Ministers tot wiens bevoegdheden :

het economische beleid;
de plaatselijke besturen;
de ruimtelijke ordening;
de energie;
de ondergrondse hulpbronnen;
behoren;

— van de Waalse steenkoolproducenten;

— van de meest belangrijke verenigingen ter bescherming van het leefmilieu.

Art. 3. De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de Energie behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Brussel, 11 mei 1988.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest belast met Economie en KMO's,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Energie,

G. LUTGEN

F. 88 — 1197

**9 JUNI 1988. — Arrêté de l'Exécutif fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse
pour la saison 1988-1989 dans la Région wallonne**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse et notamment les articles 1er et 10;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et notamment l'article 6, § 1er, III, 5°;

Vu la directive 79/409/CEE du Conseil des Communautés européennes du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages et notamment son article 9, 1, a);

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon, tel que modifié à ce jour;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 mai 1988 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif, et réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu la concertation des gouvernements concernés en date du 23 mars 1988 conformément à l'article 2 de la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, signée à Bruxelles le 10 juin 1970;

Vu la concertation des Exécutifs concernés en date du 18 avril 1988 conformément à l'article 6, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse.

Vu l'avis de la direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition du Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels, de l'Emploi et de la Fonction publique régionale,

Arrête :

Article 1er. La saison de chasse 1988-1989 s'étend du 1er juillet 1988 au 30 juin 1989 inclus.

Les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse pour cette saison sont fixées comme suit. Sauf disposition contraire, ces dates sont valables pour toute la Région wallonne et pour tous les modes de chasse :

a) Chasse au grand gibier :

Cerf mâle :

— daguet portant des dagues de moins de 20 cm et le cerf de 12 cors et plus : du 1er octobre au 30 novembre inclus;

— cerfs quatre ou six cors, cerfs huit cors portant moins de quatre pointes à une perche, cerfs dix cors à l'exception du cerf dix cors à chandelier bilatéral, c'est-à-dire portant à chaque perche trois pointes au-delà de l'andouiller médian : du 15 novembre au 30 novembre inclus.

De plus, il est permis de tirer, uniquement à l'approche et à l'affût, à l'intérieur des bois (en ce compris les fanges, les clairières, les fonds de pré et les coupe-feu) :

— du 15 septembre au 30 septembre inclus des daguets portant des dagues de moins de 20 cm et des cerfs d'au moins quatorze cors;

— du 15 septembre au 14 octobre inclus des cerfs quatre ou six cors, des cerfs huit cors portant moins de quatre pointes à une perche et des cerfs dix cors à l'exception du cerf dix cors à chandelier bilatéral, c'est-à-dire portant à chaque perche trois pointes au-delà de l'andouiller médian.

Biche et faons (des deux sexes) du cerf : du 15 octobre au 31 décembre inclus.

Chevreuril mâle : du 1er octobre au 30 novembre inclus.

De plus, le tir à l'approche et à l'affût à l'intérieur des bois seulement, en ce compris les fanges, les clairières, les fonds de pré et les coupe-feu, est autorisé :

— du 15 juillet au 15 août 1988 inclus, au brocard, portant au moins trois pointes à l'une des perches;

— du 15 au 31 mai 1989 inclus, au brocard portant moins de trois pointes à chaque perche.

Chevrette et faons (des deux sexes) : du 1er octobre au 30 novembre inclus.

Daim : du 15 septembre au 30 novembre inclus.

Daine et faons (des deux sexes) : du 1er novembre au 31 décembre inclus.

Mouflon mâle dont les cornes mesurées extérieurement atteignent 65 cm au moins; mouflonne, ainsi que les agneaux femelles et les jeunes mâles portant des cornes de 15 cm au maximum : du 1er octobre au 15 janvier inclus.

Sanglier : toute l'année, sauf durant la période du 15 janvier au 15 avril inclus où la chasse est suspendue, tant au bois qu'en plaine.

b) Chasse au petit gibier :

Perdrix : du 17 septembre au 30 novembre inclus.

Lièvre : du 15 octobre au 31 décembre inclus.

Coq faisane : du 15 octobre au 31 janvier inclus.

Poule faisane : du 15 octobre au 31 décembre inclus.

Bécasse : du 15 octobre au 31 décembre inclus.

Par application de l'article 2 de la loi sur la chasse, l'affût à la bécasse est autorisé du 15 octobre au 15 novembre inclus.

Cet affût ne pourra être pratiqué que le soir, pendant une demi-heure après le coucher du soleil, à l'intérieur des bois de vingt hectares au moins et par les propriétaires ou les ayants droit d'un territoire de chasse de cette étendue, là où cet affût est pratiqué et à condition que le territoire satisfasse aux prescriptions de l'article 2bis de la loi sur la chasse du 28 février 1882.

c) Chasse au gibier d'eau :

1° La chasse au fusil des espèces de gibier d'eau suivantes est autorisée :

— canard colvert : du 15 août au 31 janvier inclus;

— poule d'eau : du 15 août au 31 janvier inclus;

— vanneau huppé : du 17 septembre au 31 janvier inclus;

— bécassine des marais : du 17 septembre au 31 janvier inclus.

La chasse à ces espèces de gibier d'eau avant l'ouverture générale de la chasse en plaine, n'est autorisée que sur les cours d'eau ainsi que sur et dans les abords immédiats des étangs et des marais, où le chasseur possède le droit de chasse.

Le tir de canetons ne pouvant pas encore voler est interdit.

Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi sur la chasse du 28 février 1882 et à celles de l'article 1er, 1°, de l'arrêté de l'Exécutif du 2 octobre 1985 attribuant aux ingénieurs principaux-chefs de service du Service des Forêts, de la Chasse et de la Pêche certains pouvoirs conférés à l'Exécutif par cette loi, des autorisations d'affûter le canard colvert une demi-heure après le coucher du soleil et une demi-heure avant le lever du soleil, pourront être délivrées par les ingénieurs principaux-chefs de service du Service des Forêts, de la Chasse et de la Pêche.

En période de gel particulièrement défavorable et prolongé, le Service des Forêts, de la Chasse et de la Pêche, pourra suspendre toute chasse à ces espèces, pour une période de quinze jours, éventuellement renouvelable.

Cette suspension ne deviendra effective que le jour de la parution d'un avis au *Moniteur belge*.

2° Par dérogation aux dispositions qui précèdent et en vue de prévenir des accidents avec la navigation aérienne, le tir des vanneaux, des mouettes rieuses et des goélands argentés, est autorisée du 1er juillet 1988 au 30 juin 1989 par les autorités gestionnaires :

— dans les limites des aérodromes de la Régie des voies aériennes à Charleroi-Gosselies; Liège-Bierset;

— dans les limites des aérodromes militaires à Bierset (Grâce-Hollogne), Beauvechain et Incourt, Florennes.

Les autorités gestionnaires avertiront préalablement, par écrit, l'ingénieur principal-chef de service du ressort du Service des Forêts, de la Chasse et de la Pêche. Ce dernier peut, par décision motivée et après enquête, interdire ou limiter le cas échéant le tir.

3^o Afin de prévenir des dommages importants aux cultures, par dérogation au 1^o, le tir du canard colvert, du coucher du soleil jusqu'à une heure après le coucher du soleil, est également autorisé du 10 juillet au 15 août 1988 inclus, par les titulaires du droit de chasse munis d'un permis.

Ce tir ne peut être pratiqué qu'aux conditions suivantes :

— autour et dans les parcelles couvertes de céréales couchées sur le sol où ces oiseaux occasionnent des dégâts;

— après demande préalable adressée au titulaire du droit de chasse, par le propriétaire des cultures sur ces parcelles, qui décharge le chasseur de toute responsabilité en matière de dégâts aux cultures découlant de la présence de chasseurs;

— après avertissement préalable, par lettre recommandée, du fonctionnaire ou préposé du Service des Forêts, de la Chasse et de la Pêche, compétent pour le territoire et du commandant de la brigade de gendarmerie locale, par le chasseur.

d) Chasse aux autres gibiers :

Lapin en plaine: du 17 septembre au 31 décembre inclus.

Pigeon ramier, en plaine comme au bois : du 17 septembre au 31 mars. Durant cette période, les gardes assermentés des titulaires du droit de chasse sont autorisés à détruire le pigeon ramier au fusil, sans permis de port d'armes de chasse, dans toute l'étendue des propriétés pour la surveillance desquelles ils sont commissionnés après avertissement préalable du fonctionnaire ou préposé du Service des Forêts, de la Chasse et de la Pêche compétent pour le territoire et du commandant de la brigade de la gendarmerie locale, par le chasseur.

Chat haret, renard : tous les jours de l'année.

e) Divers :

Chasse à courre, avec meute et sans armes à feu, à tous les gibiers de courre : du 15 septembre au 30 avril inclus.

Toutefois, pour la chèvre et les chevrillards des deux sexes, la fermeture est le 31 mars.

Toutefois, en cas de neige recouvrant le sous-bois de façon continue durant plus de 24 heures, le courre de tout gibier est automatiquement interdit.

Dans le strict respect des dates d'ouverture et de fermeture du gibier correspondant :

Chasse en plaine : du 17 septembre au 31 décembre inclus;

Chasse au chien courant : du 15 octobre au 31 décembre inclus;

Chasse au vol : du 17 septembre au 31 janvier inclus.

Toutefois, la chasse au vol du pigeon ramier est autorisée en plaine comme au bois du 17 septembre au 31 mars.

Celle du lapin au bois reste autorisée toute l'année.

Art. 2. Espèces dont la chasse n'est pas ouverte :

Il est interdit de chasser ou de tirer des daguets de cerf portant des dagues de 20 cm et plus, des cerfs quatre, huit ou dix cors (sauf dans les conditions mentionnées à l'article 1er), des cailles, des grives, des coqs et poules de bruyère, des lagopèdes (grouses), des corneilles mantelées, des chats sauvages, des blaireaux, des martres, des fouines et des écureuils.

Cette interdiction est également applicable aux corneilles noires, corbeaux freux, choucas, geais, pies, putois, hermines, et belettes (sauf dans les conditions mentionnées à l'article 5).

Art. 3. Dispositions concernant l'usage de chiens :

§ 1er. Au cours des périodes dont question à l'article 1er, a, durant lesquelles uniquement la chasse à l'approche et à l'affût au cerf et au brocard est autorisée, l'usage d'un ou de plusieurs chiens est interdit.

Toutefois, il est permis en vue de rechercher et de suivre la piste d'un cerf ou d'un brocard blessé, d'utiliser un chien pour autant qu'il soit tenu en laisse.

§ 2. Pour la chasse au sanglier, l'emploi des chiens d'attaque et d'autres chiens n'est permis, après le 15 avril jusqu'au 30 juin inclus, que s'ils sont muselés ou tenus en laisse.

§ 3. Pour la chasse à tir du lapin sauvage dont question à l'article 4, alinéa 1er, à défaut d'autorisation ministérielle spéciale, les chiens dits « roquets » ne peuvent être employés depuis le 1er mars jusqu'à l'ouverture de la chasse au chien courant que s'ils sont muselés. Les petits épagneuls de chasse, cockers et autres sont assimilés aux chiens d'arrêt.

§ 4. Pour la chasse et la recherche de tout gibier, l'usage du chien lévrier est interdit.

Art. 4. Chasses particulières et destruction du lapin sauvage :

La chasse à tir du lapin, avec ou sans furet, en battue ou à l'aide d'un chien d'arrêt, de même que celle au moyen de bourses et du furet, peuvent se pratiquer toute l'année dans les bois, ainsi que dans les dunes, les oseraies, les genêts, les bruyères, les haies et tous les endroits tels que remblais, talus, accotement et fossés, recouverts de ronces et de broussailles.

Les gardes assermentés des titulaires du droit de chasse sont autorisés à détruire le lapin au fusil toute l'année, même à l'affût du soir et du matin, sans permis de port d'armes de chasse, dans toute l'étendue des propriétés pour la surveillance desquelles ils sont commissionnés. Ils peuvent également et sans devoir se justifier d'une autorisation personnelle, faite usage de bricoles à lapins et de pièges à ressort dans les bois de leurs mandants, sous les conditions fixées par l'arrêté royal du 24 juin 1952.

Les titulaires du droit de chasse doivent procéder immédiatement à la destruction des lapins par tous les moyens que la loi permet, faute de quoi, il sera procédé d'office à cette destruction.

Par dérogation à l'article 1er du présent arrêté, les titulaires du droit de chasse ou leurs délégués, justifiant d'un permis de port d'armes, peuvent continuer à tirer les lapins en plaine, jusqu'à l'ouverture de la chasse en plaine sur les parcelles joignant les bois et terrains y assimilés, cités à l'alinéa 1er, non efficacement clôturés et qui renferment des lapins.

Art. 5. Dispositions concernant la destruction d'autres gibiers que le lapin sauvage.

Afin de prévenir des dommages importants aux cultures, au bétail, aux forêts et en vue de protéger la faune et la flore, les animaux dont question dans les paragraphes suivants peuvent être repoussés par les occupants, les gardes assermentés, les préposés du Service des Forêts, de la Chasse et de la Pêche, ainsi que par les titulaires du droit de chasse munis d'un permis, aux conditions fixées ci-après.

§ 1er. Destruction des corneilles noires, choucas, corbeaux freux, geais et pies.

La destruction de ces oiseaux, ainsi que leurs œufs et couvées, pourra se faire du 1er juillet au 30 juin :

- uniquement de jour;
- dans les champs, cultures, prés, prairies, vergers et installations diverses susceptibles de subir des dégâts de la part de ces oiseaux;
- dans et le long des bois et forêts où une population anormalement élevée de ces oiseaux est constatée par le Service forestier;
- après avertissement préalable, par lettre recommandée de l'ingénieur principal-chef de service du ressort du Service des Forêts, de la Chasse et de la Pêche. L'intéressé renseignera les endroits où il procédera à la destruction. L'ingénieur principal-chef de service peut, par décision motivée et après enquête, interdire ou limiter le cas échéant cette destruction. Dans le cas de destruction par les préposés du Service des Forêts, de la Chasse et de la Pêche, la décision sera prise par l'ingénieur des Eaux et Forêts du ressort qui en avertira son supérieur hiérarchique.

§ 2. Destruction des renards et chats harets.

La destruction de ces animaux ainsi que de leurs gîtes ou terriers pourra se faire en tout temps, du 1er juillet au 30 juin.

§ 3. Destruction des putois, hermines, belettes.

La destruction de ces animaux pourra se faire en tout temps, du 1er juillet au 28 février inclus.

§ 4. Moyens et méthodes de destruction.

Toute personne procédant à cette destruction peut, sous sa responsabilité, faire usage :

- d'armes à feu. L'usage de celles-ci sans permis de port d'armes de chasse est autorisé à ces personnes à l'exception des titulaires du droit de chasse qui doivent en être munis;
- de pièges placés d'une façon telle qu'ils rendent impossible la capture d'autres animaux.

L'usage de tous autres moyens, notamment :

- les poisons,
 - et de tous autres engins, notamment :
 - les bricoles,
- est interdit.

Néanmoins, pour la destruction de la corneille noire, il pourra être fait usage d'oiseaux de proie régulièrement détenus.

Le tir dans les nids est toujours interdit.

Art. 6. Dispositions concernant le commerce et le transport de certains gibiers :

§ 1er. A l'époque où le tir et le transport du coq faisans sont seuls permis, les faisans ne pourront être transportés, offerts en vente, vendus et achetés, que s'ils portent la tête au moins recouverte de ses plumes.

Conformément à l'article 36 de la loi du 28 février 1882, le titulaire du droit de chasse d'un bois d'au moins vingt hectares d'un seul tenant est autorisé, du 15 septembre au 30 novembre 1988, à employer des mues basculants sous forme de panier à claires-voies, pour reprendre, dans ce bois, des faisans destinés à la conservation ou l'élevage, s'il possède des installations spéciales suffisantes pour la garde des oiseaux repris.

Les engins de capture ne pourront être placés à moins de 50 mètres des lisières de propriétés boisées voisines.

La reprise des faisans dans des conditions autres que celles énoncées ci-dessus devra faire l'objet d'une requête justificative. Une autorisation spéciale peut être délivrée.

§ 2. Durant l'époque où le tir du brocard est seul permis, ainsi que durant les dix jours qui suivent la date de fermeture à ce tir, le transport jusqu'au lieu de consommation ou de vente au détail n'est autorisé que si l'animal a conservé ses bois ou sur la production d'un certificat, valable pour cinq jours, émanant d'un des agents de l'autorité publique mentionnés à l'alinéa 1er de l'article 24 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, attestant que l'animal transporté rentre dans l'un des types dont le tir est autorisé en vertu de l'article 1er, a, du présent arrêté.

§ 3. A l'époque où le tir et le transport d'un type de cerf mâle, de la biche, du daim ou de la daine, sont seuls permis, le transport jusqu'au lieu de consommation ou de vente en détail n'est autorisé que si l'animal porte, d'une façon apparente ses bois ou les marques extérieures de son sexe, suivant le cas.

§ 4. Le transport des cerfs, biches et faons jusqu'au lieu de consommation ou de vente en détail, n'est autorisé que moyennant la détention d'un certificat valable pour cinq jours, rédigés par un fonctionnaire ou préposé du Service des Forêts, de la Chasse et de la Pêche, un gendarme ou un garde champêtre, et conforme au modèle annexé au présent arrêté.

Ce certificat doit obligatoirement être adressé par l'utilisateur, à ses frais avant le 31 janvier 1989, à l'ingénieur principal-chef de service des Eaux et Forêts de la circonscription où le tir a eu lieu.

§ 5. Le transport et la mise sur le marché de corneilles noires et mantelées, de corbeaux freux, de choucas, de geais, de pies, de chats sauvages, de blaireaux, de martres, de fouines et d'écureuils sont interdits.

Ces interdictions sont également d'application pour les putois, hermines, belettes.

Art. 7. Interdictions générales :

§ 1er. Il est interdit de chasser en plaine en temps de neige, quelle que soit la quantité de neige qui recouvre le sol; la chasse reste autorisée dans les bois, dunes, oseraies, genêts et haies, ainsi qu'au gibier d'eau dans les marais, les étangs, sur les fleuves et les rivières.

De plus, le tir d'un gibier sortant directement du bois par des chasseurs postés en plaine, face et le long du bois, reste également autorisé en temps de neige.

§ 2. Il est interdit de chasser de quelque façon que ce soit dans les champs couverts de céréales ou d'autres plantes à grains ou graines mûres ou mûrissant sur pied ou bien fauchées, mais couchées sur le sol.

Les contrevenants sont passibles notamment des peines prévues par l'article 6 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

Sous réserve des dispositions de l'article 556, 6°, du Code pénal, cette interdiction ne s'applique pas aux maïs, aux herbages et fourrages de toutes espèces, aux betteraves, pommes de terre, navets ou autres plantes non cultivées en vue de la production de grains ou graines, aux récoltes à grains ou graines liées, dressées ou amoncelées, aux emblavures d'automne.

Art. 8. Dispositions concernant la protection de certaines espèces de gibier :

Les nids, gîtes ou terriers de corneille mantelée, chat sauvage, écureuil, martre, fouine et blaireau ne peuvent jamais être dérangés, détruits ou enlevés.

Art. 9. Les gouverneurs des provinces de la Région wallonne sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 juin 1988.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de de l'Economie et des P.M.E.

B. ANSELME

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,
des Zonings industriels, de l'Emploi et de la Fonction publique régionale,

E. HISMANS

Annexe

Certificat de transport d'animaux appartenant à l'espèce cerf

(Application de l'Arrêté du 9 juin 1988 fixant les dates de l'ouverture et de la fermeture de la chasse pour la saison 1988-1989 dans la Région wallonne)

Le soussigné (nom) (prénoms)
(qualité)
résidant à
déclare que (espèce, sexe et type)
transporté sous le couvert de ce certificat, a été tiré le (date)
à (commune)
par (nom et adresse)
Ce certificat est valable les cinq jours qui suivent la date mentionnée ci-après.

A, le, 19
(signature)

A retourner aux frais du bénéficiaire à l'ingénieur principal-chef de service des Eaux et Forêts à
Vu et approuvé pour être annexé à l'arrêté du 9 juin 1988.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie et des P.M.E.

B. ANSELME

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,
des Zonings industriels, de l'Emploi et de la Fonction publique régionale,

E. HISMANS

ÜBERSETZUNG

D. 88 — 1197

9. JUNI 1988. — Erlass der Exekutive zur Festlegung der Jagd- und Schonzeiten für die Jagdsaison 1988-1989 in der Wallonischen Region

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, insbesondere der Artikel 1 und 10;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6, § 1, III, Punkt 5;

Aufgrund der Richtlinie 79/409/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 2. April 1979 über den Schutz der wildlebenden Vögel, insbesondere des Artikels 9, 1, a;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive, so wie er bis zum heutigen Tag abgeändert worden ist;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. Mai 1988 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Exekutive, und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. Mai 1988 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Exekutive, und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den betroffenen Regierungen am 23. März 1988, entsprechend Artikel 2 der am 10. Juni 1970 in Brüssel unterzeichneten Benelux-Übereinkunft in Sachen Jagd und Vogelschutz;

Aufgrund der gemäss Artikel 6, § 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen am 18. Mai 1988 stattgefundenen Konzertierung zwischen den betroffenen Exekutiven;
 Aufgrund des Gutachtens des Obersten Wallonischen Rates für das Jagdwesen;
 Aufgrund des Gutachtens der Generaldirektion für Naturschätze und Umwelt;
 Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;
 Auf Vorschlag des Ministers der Landerneuerung, der Naturerhaltung, der Industriegebiete, der Beschäftigung und des regionalen öffentlichen Amtes;

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Die Jagdsaison 1988-1989 beginnt am 1. Juli 1988 und endet am 30. Juni 1989 einschliesslich.

Die Jagdzeiten für diese Saison sind wie folgt festgesetzt. Ohne gegenteilige Bestimmung gelten sie für die gesamte Wallonische Region und für alle Jagdarten :

a) Die Jagdzeiten auf Grosswild :

Männlicher Rothirsch :

— Spiesser mit Spiessen von weniger als 20 cm Länge, Zwölfender und Hirsche mit grösserer Endenzahl : vom 1. Oktober bis einschliesslich 30. November;

— Gabler oder Sechsender, Achtender mit weniger als vier Enden an einer Stange, Zehnder ausgenommen der Zehnder mit beidseitiger Krone, das heisst mit an jeder Stange drei Enden oberhalb der Mittelsprosse : vom 15. November bis einschliesslich 3. November;

Ausserdem dürfen im Innern der Wälder (Sumpfgelände, Lichtungen, Wiesengründe und Schneisen einbegriffen), und nur auf dem Pirschgang und bei der Jagd auf dem Ansitz, erlegt werden :

— vom 15. September bis einschliesslich 14. Oktober : Spiesser mit Spiessen von weniger als 20 cm Länge, Vierzehnder und Hirsche mit grösserer Endenzahl;

— vom 15. September bis einschliesslich 14. Oktober : Gabler oder Sechsender, Achtender mit weniger als vier Enden an einer Stange, und Zehnder ausgenommen der Zehnder mit beidseitiger Krone, das heisst mit an jeder Stange drei Enden oberhalb der Mittelsprosse.

Rottier, Hirschkalb, Wildkalb : vom 15. Oktober bis einschliesslich 31. Dezember.

Rehbock : vom 1. Oktober bis einschliesslich 30. November.

Ausserdem darf auf dem Pirschgang und bei der Jagd auf dem Ansitz und nur im Innern der Wälder (Sumpfgelände, Lichtungen, Wiesengründe und Schneisen einbegriffen), bejagt werden :

— vom 15. Juli bis einschliesslich 15. August 1988 : der Rehbock mit wenigstens drei Enden an einer der Gehörnstangen;

— vom 15. Juli bis einschliesslich 15. August 1989, der Rehbock mit weniger als drei Enden an jeder Gehörnstange.

Ricken, Bockkitze und Rehkitze : vom 1. Oktober bis einschliesslich 30. November.

Damhirsch : vom 15. September bis einschliesslich 30. November.

Damtier, Damhirschkalb und Damwildkalb : vom 1. November bis einschliesslich 31. Dezember.

Muffelwidder mit Schnecken von mindestens 65 cm Länge (an der Aussenseite gemessen), Muffelschaf, Schaflamm sowie das Widderlamm mit einer Schneckenlänge von höchstens 15 cm : vom 1. Oktober bis einschliesslich 31. Januar.

Schwarzwild : ganzjährig, mit Ausnahme des Zeitraums vom 15. Januar bis einschliesslich 15. April wenn die Jagd im Wald sowie im Feld aufgehoben ist.

b) Die Jagdzeiten auf Kleinwild :

Rebhuhn : vom 17. September bis einschliesslich 30. November.

Hase : vom 15. Oktober bis einschliesslich 31. Dezember.

Fasanhahn : vom 15. Oktober bis einschliesslich 31. Januar.

Fasanhenne : vom 15. Oktober bis einschliesslich 31. Dezember.

Schnepfe : vom 15. Oktober bis einschliesslich 31. Januar.

In Anwendung von Artikel 2 des Jagdgesetzes ist der Ansitz auf Schnepfen vom 15. Oktober bis einschliesslich 15. November erlaubt.

Diese Erlaubnis gilt nur abends, während einer halben Stunde nach Sonnenuntergang, im Innern von Waldungen mit einer Ausdehnung von mindestens 20 ha, für die Eigentümer oder die Jagdberechtigten eines Jagdgebiets das dort, wo der Ansitz ausgeübt wird, die erforderliche Ausdehnung hat, und unter der Voraussetzung, dass das Gebiet den Bestimmungen des Artikels 2 bis des Jagdgesetzes entspricht.

c) Die Jagdzeiten für Wasserwild :

1° Die nachstehend bezeichneten Wasserwildarten dürfen mit der Flinte bejagt werden :

— Stockente : vom 15. August bis einschliesslich 31. Januar;

— Teichhuhn : vom 15. August bis einschliesslich 31. Januar;

— Kiebitz : vom 17. September bis einschliesslich 31. Januar;

— Bekassine : vom 15. September bis einschliesslich 31. Januar.

Vor Beginn der allgemeinen Jagdzeit für die Feldjagd ist die Bejagung dieser Wasserwildarten nur erlaubt auf den Wasserläufen sowie auf und in unmittelbarer Nähe der Teichen und Sümpfe, wo der Jäger das Jagdrecht besitzt.

Der Abschuss von flugunfähigen Entchen ist untersagt.

Übereinstimmend mit den Bestimmungen vom Artikel 2 des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882 und vom Artikel 1, Punkt 1 des Erlasses der Exekutive vom 2. Oktober 1985, die den Hauptingenieuren-Dienstleitern des Amtes für das Forst-, Jagd- und Fischereiwesen gewisse Befugnisse erteilt, die der Exekutive durch dieses Gesetz bekommen hat, können Erlaubnisse, die Stockente beim Ansitz zu bejagen, eine halbe Stunde nach Sonnenuntergang und eine halbe Stunde vor Sonnenaufgang, durch die Hauptingenieure-Dienstleiter des Amtes für Forst-, Jagd- und Fischereiwesen erstattet werden.

Bei besonders widrigem und lang anhaltendem Frostwetter kann das Amt für Forst-, Jagd- und Fischereiwesen alle Jagd auf diesen Arten aufheben, für eine Dauer von 15 Tagen, die eventuell erneuert werden kann.

Diese Aufhebung wird erst am Tag des Erscheinens einer Bekanntmachung im Belgischen Staatsblatt wirksam.

2° Zur Abwendung von Luftverkehrunfällen ist derogatorisch zu vorstehenden Bestimmungen der Abschuss von Kiebitzen, Lachmöwen und Silbermöwen vom 1. Juli 1988 bis zum 30. Juni 1989 durch die geschäftsführenden Behörden erlaubt :

- innerhalb der Grenzen der Flughäfen der Regie der Luftwege in Charleroi-Gosselies; Liège-Bierset;
- innerhalb der Grenzen der Militärflughäfen in Bierset (Grâce-Hollogne); Beauvechain und Incourt; Florennes.

Vorher werden die geschäftsführenden Behörden den für das Forstrevier zuständigen Hauptingenieur-Dienstleiter des Amts für Forst-, Jagd- und Fischereiwesen darüber schriftlich verständigen. Dieser kann, mit einer begründeten Entscheidung und nach einer Ermittlung, den Abschuss eventuell einschränken oder verbieten.

Zur Abwendung erheblicher Schäden an Kulturen ist der Abschuss des Stockentes von dem Sonnenuntergang bis einer Stunde nach dem Sonnenuntergang ebenfalls vom 10. Juli bis einschliesslich 15. August 1988 den Jagdberechtigten mit einem Jagderlaubnisschein derogatorisch erlaubt.

Dieser Abschuss darf nur unter den nachstehenden Bedingungen stattfinden :

- um und in den mit umgelegten Getreiden bedeckten Parzellen, wo diese Vögel Schäden anrichten;
- nach voraufgehendem Antrag an den Jagdberechtigten durch den Eigentümer der Kulturen auf diesen Parzellen, der den Jäger von jeder Verantwortung für Schäden an die Kulturen wegen der Anwesenheit von Jägern entlastet;
- nach voraufgehender Benachrichtigung, per Einschreiben, durch den Jäger an den für das Gebiet zuständigen Forstmeister oder Förster des Amts für Forst-, Jagd- und Fischereiwesen und an den Kommandanten der örtlichen Gendarmerie.

d) Die Jagdzeiten für sonstiges Wild :

Feldjagd auf Kaninchen : vom 17. September bis einschliesslich 31. Dezember.

Ringeltaube : sowohl Feldjagd wie Waldjagd : vom 17. September bis zum 31. März. Während dieser Zeit sind die vereidigten Jagdhüter der Jagdberechtigten ermächtigt, die Ringeltaube jederzeit, ohne Jagdwaffenschein, auf allen Liegenschaften mit deren Überwachung sie betraut sind, zu vernichten, nach vorheriger Benachrichtigung durch den Jäger an den für das Gebiet zuständigen Forstmeister oder Förster des Amts für Forst-, Jagd- und Fischereiwesen und an den Kommandanten der örtlichen Gendarmerie.

Verwilderte Hauskatze, Fuchs : alle Tage des Jahres.

e) Diverse Jagdzeiten :

Hetzjagden, mit Meute und ohne Feuerwaffen, auf jegliches Hetzwild : von 15. September bis einschliesslich 30. April.

Für die Ziegen und Rehkitze beginnt jedoch der Jagdschluss am 31. März.

Wenn das Unterholz dauernd mit Schnee während mehr als 24 Stunden bedeckt ist, ist jedoch die Hetzjagd auf jegliches Hetzwild verboten.

Unter strikter Beachtung der jeweiligen Jagd- und Schonzeiten für die betroffenen Wildarten :

Feldjagd : vom 17. September bis einschliesslich 31. Dezember.

Brackieren : vom 15. Oktober bis einschliesslich 31. Dezember.

Beizjagd : vom 17. September bis einschliesslich 31. Januar.

Die Beizjagd auf Ringeltauben sowohl auf dem Felde als auch in dem Walde ist jedoch vom 17. September bis einschliesslich 31. März erlaubt.

Diese auf Kaninchen im Wald bleibt das ganze Jahr über erlaubt.

Art. 2. Wildarten, für die es keine Jagdzeit gibt :

Die Bejagung oder der Abschuss von Spiesserhirschen mit Spiessen von 20 cm Länge oder mehr, Gablerhirschen, Sechse-, Acht- oder Zehnerndern (ausgenommen unter den im Artikel 1 aufgeführten Bedingungen), Wachsteln, Drosseln, Birkhähnen und Birkhennen, schottische Moorschneehühnern, Nebelkrähen, Wildkatzen, Dachsen, Baum- und Steinmadern, Eichhörnchen ist verboten.

Dieses Verbot gilt auch für Rabenkrähe, Nebelkrähe, Dohle, Eichelhäher, Elster, Iltisse, Hermeline und Wiesel (ausgenommen unter den im Artikel 5 aufgeführten Bedingungen).

Art. 3. Bestimmungen über den Gebrauch von Hunden.

§ 1. Während der unter Artikel 1, a, angegebenen Perioden, in denen nur die Pirsch- und Ansitzjagd auf Rothirsch und Rehbock erlaubt ist, ist der Gebrauch von einem oder mehreren Hunden verboten.

Es ist jedoch erlaubt, bei der Nachsuche eines krankgeschossenen Rothirschs oder Rehbocks einen Hund an der Leine mitzuführen.

§ 2. Der Gebrauch von Stöber- und anderen Hunden bei der Bejagung von Schwarzwild ist nach dem 15. April bis einschliesslich 30. Juni nur erlaubt, wenn die Hunde einen Maulkorb tragen oder an der Leine geführt werden.

§ 3. In Ermangelung einer ministeriellen Sondergenehmigung unterliegt der Gebrauch von Stöberhunden bei der unter Artikel 4, Absatz 1 erwähnten Bejagung von Wildkaninchen mit Feuerwaffen vom 1. März bis zum Beginn der Jagdzeit für das Brackieren Maulkorbzwang. Die kleinen Jagd-Spaniels, Cocker-Spaniels und anderen sind dem Vorstehhund gleichgestellt.

§ 4. Der Gebrauch von Windhunden für die Bejagung und Nachsuche jeglichen Wildes ist untersagt.

Art. 4. Sonderjagden und Ausrottung des Wildkaninchens.

Die Bejagung des Wildkaninchens mit Feuerwaffen, mit oder ohne Frettchen, auf der Treibjagd oder mit Vorstehhunden, sowie an alle Orten wie Anschlättungen, Böschungen, Wegewändern und Gräben, die mit Dornen oder Gestrüpp bestanden, dürfen das ganze Jahr über vorgenommen werden.

Die vereidigten Jagdhüter der Jagdberechtigten sind ermächtigt, auf allen Liegenschaften mit deren Überwachung sie betraut sind, das ganze Jahr über die Ausrottung des Wildkaninchens zu betreiben, selbst bei Morgen- und Abendansitz, und ohne Jagdwaffenschein. Unter den im Königlichen Erlass vom 24. Juni 1952 festgelegten Bedingungen dürfen sie ebenfalls ohne Nachweiserbringung einer persönlichen Erlaubnis in den Wäldern ihrer Auftraggeber Kaninchenschlingen und Fangeisen benutzen.

Den Jagdberechtigten obliegt es, die unverzügliche Ausrottung des Wildkaninchens mit allen gesetzlichen Mitteln vorzunehmen, andernfalls wird diese Ausrottung von Amts wegen vorgenommen.

Derogatorisch zu Artikel 1 dieses Erlasses dürfen die Jagdberechtigten oder ihre Delegierten, die im Besitz eines Jagdwaffenscheins sind, auch weiterhin das Wildkaninchen in der Feldflur bis zum Beginn der Feldjagd bejagen, und zwar in der Anrainerfeldflur der unter Artikel 1 genannten Waldungen und gleichgestellten Gelände, die unzureichend umzäunt sind und in denen sich Kaninchen aufhalten.

Art. 5. Bestimmungen über die Ausrottung von anderen Wildarten als das Wildkaninchen.

Zur Abwendung erheblicher Schäden an Kulturen, an den Wäldern und zum Schutze der Tier- und Pflanzenwelt dürfen die in den nachstehenden Absätzen genannten Tiere von den Benutzern, den vereidigten Jagdhütern, den Förstern des Forst-, Jagd- und Fischereiamts sowie von den Jagdberechtigten im Besitz eines Jagdwaffenscheins unter den nachstehend definierten Bedingungen vertreiben.

§ 1. Ausrottung der Rabenkrähen, Dohle, Saatkrähen, Eichelhäher, und Elster.

Vom 1. Juli bis zum 30. Juni darf die dieser Vögel sowie ihrer Eier und ihrer Brut darf vorgenommen werden, und zwar :

- nur am Tage;
- in den Feldern, Kulturen, Wiesen, Weiden, Obstgarten und sonstigen Anlagen, die von diesen Vögeln beschädigt werden können;
- in und am Rande der Holze und Wälder, in denen eine ungewöhnlich zahlreiche Population dieser Vögel vom Forstamt festgestellt wird;
- nach voraufgehender eingeschriebener Benachrichtigung an den Hauptingenieur-Dienstleiter des Forst-, Jagd- und Fischereiamtes. Der Betreffende wird die Orte, wo er die Ausrottung vornehmen wird, angeben. Der Hauptingenieur-Dienstleiter darf, durch begründeten Beschluss und nach Ermittlung, diese Ausrottung eventuell verbieten oder einschränken. Im Fall, wo die Förster des Forst-, Jagd- und Fischereiamts die Ausrottung vornehmen, wird der Beschluss von dem Ingenieur des Forstamts des Reviers, der seinen Dienstleiter darüber zu unterrichten hat, getroffen.

§ 2. Ausrottung der Fuchse und verwilderten Hauskatzen.

Die Ausrottung dieser Tiere und die Vernichtung ihrer Lager und Bauten darf jederzeit, vom 1. Juli bis zum 30. Juni, vorgenommen werden.

§ 3. Ausrottung der Iltisse, Hermeline und Wiesel.

Die Ausrottung dieser Tiere darf jederzeit, vom 1. Juli bis einschliesslich 28. Februar, vorgenommen werden.

§ 4. Ausrottungsmittel und -methoden.

Hierzu darf jegliche Person unter ihrer eigenen Verantwortung :

Feuerwaffen benutzen : Der Gebrauch dieser ohne Jagdwaffenschein ist diesen Personen erlaubt, mit Ausnahme der Jagdberechtigten, die einen Jagdschein besitzen müssen.

Fallen stellen, und zwar so dass der Fang anderer Tiere unmöglich ist.

Die Benutzung aller anderen Hilfsmittel, insbesondere

— von Giften.

sowie aller anderen Geräte, insbesondere

— von Schlingen,

ist untersagt.

Dennoch, bei der Bekämpfung der Rabenkrähe dürfen Beizvögel gebraucht werden, für soweit diese rechtmässig gehalten werden.

Es ist verboten, in die Nester zu schiessen.

Art. 6. Bestimmungen über den Handel und den Transport gewisser Wildarten.

§ 1. In dem Zeitraum, in dem nur der Fasanhahn bejagt und transportiert werden darf, dürfen Fasane nur transportiert, zum Kauf angeboten, verkauft oder gekauft werden, sofern zumindest ihr Kopf befiedert ist.

Gemäss Artikel 36 des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882 darf der Jagdberechtigte eines Waldes mit mindestens 20 ha Flächenausdehnung an einem Stück vom 15. September bis zum 30. November 1988 Wippbrettkäfige in Form von gitterförmigen Körben benutzen, um in diesem Wald zur Lebendhaltung oder zur Zucht bestimmte Fasane einzufangen, wenn er über ausreichende Anlagen für die Haltung der eingefangenen Vögel verfügt.

Die Fanggeräte dürfen nicht näher als 50 m vom Rand bewaldeter Nachbargrundstücke aufgestellt werden.

Die Erlaubnis zum Einfangen von Fasanen unter anderen als den hierüber beschriebenen Bedingungen muss begründet beantragt werden. Eine Sondergenehmigung kann erteilt werden.

§ 2. In dem Zeitraum in dem nur der Rehbock bejagt werden darf, sowie während 10 Tagen nach Ablauf dieser Jagdzeit, ist der Transport dieses Wildes zur Verzehrs- oder Einzelverkaufsstelle nur dann erlaubt, wenn es sein Gehörn noch trägt. Der Transport ist auch auf Vorlage einer fünf Tage gültigen Bescheinigung erlaubt, die von einer in Artikel 24, Absatz 1 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 bezeichneten Amtsperson ausgestellt ist und angibt, dass das transportierte Wild einer der Typen zuzuordnen ist, die aufgrund des Artikels 1, a, dieses Erlasses bejagt werden dürfen.

§ 3. In dem Zeitraum, in dem nur die Bejagung und der Transport eines Typs des Rothirschs, des Rottiers, des Damhirschs und des Damtiers erlaubt ist, ist der Transport des erlegten Wildes zur Verzehrs- oder Einzelverkaufsstelle nur dann erlaubt, wenn dieses, je nach Fall, in sichtbarer Weise sein Geweih oder die äusseren Merkmale seines Geschlechts trägt.

§ 4. Der Transport von Rothirschen, Rottieren, Hirschkalbern und Wildkalbern zur Verzehrs- oder Einzelverkaufsstelle ist nur unter Deckung einer Bescheinigung nach beiliegendem Muster erlaubt. Die Gültigkeitsdauer dieser Bescheinigung beträgt fünf Tage. Ausstellungsbehörde sind die Forstmeister und Förster des Amtes für Forst-, Jagd- und Fischereiwesen, Gendarmen und Feldhüter.

Der Benutzer ist verpflichtet, die Bescheinigung dem Hauptingenieur-Dienstleiter des Bezirks, in dem der Abschuss stattgefunden hat, auf eigene Kosten vor dem 31. Januar 1989 zuzuschicken.

§ 5. Der Transport und die Vermarktung von Nebelkrähen, Saatkrähen, Eichelhäher, Elster, Wildkatzen, Dachsen, Baumrüdern, Steinrüdern, Eichhörnchen und Fischottern sind verboten.

Diese Verbote gelten ebenfalls für Iltisse, Hermeline und Wiesel.

Art. 7. Allgemeine Verbote :

§ 1. Bei Schneewetter ist die Jagd in der Feldflur untersagt, gleich wie hoch die Schneedecke den Boden bedeckt; in den Wäldern, Dünen, Korbweidengebüsch, Ginstergebüsch und Hecken bleibt die Jagd jedoch erlaubt, sowie auch die Jagd auf Wasserwild in Mooren, Teiche, auf den Flüssen und Bächen.

Überdies darf ein direkt aus dem Wald in die Feldflur wechselndes Wild auch bei Schneewetter von Jägern beschossen werden, die längst des Waldes zum Walde hin in der Feldflur postiert sind.

§ 2. Feldern, die mit reifem oder heranreifendem Getreide oder sonstigen korn- oder samenträgenden Pflanzen bedeckt sind, gleichwohl ob die Ernte noch auf dem Halm steht oder bereits gemäht ist, aber noch auf dem Boden liegt, ist jegliche Ausübung der Jagd untersagt.

Zuwiderhandlungen werden insbesondere mit den in Artikel 6 des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882 vorgesehenen Strafen geahndet.

Vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikels 556, 6° des Strafgesetzbuches sind von diesem Verbot ausgenommen : Mais, Gras- und Futterpflanzen aller Art, Zuckerrüben, Kartoffel, Runkelrüben oder andere Pflanzen, die nicht zur Produktion von Korn oder Sarnen angebaut werden, gebündelten, aufgerichtete oder aufgehäufte korn- oder samenträgende Ernten, Wintergetreide.

Art. 8. Bestimmungen über den Schutz bestimmter Wildarten.

Die Nester, Lager oder Baue der Nebelkrähe, der Wildkatze, des Eichhörnchens, des Baumarders, des Steinarders, des Dachses und des Fischotters dürfen niemals gestört, zerstört oder ausgerissen werden.

Art. 9. Die Provinzgouverneure der Wallonischen Region sind mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, den 9. Juni 1988.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaftspolitik und den K.M.B.,

B. ANSELME

Der Minister der Landerneuerung, der Naturerhaltung, der Industriegebiete, der Beschäftigung
und des regionalen öffentlichen Amtes,

E. HISMANS

—
Anlage
—

Bescheinigung für den Transport von Tieren der Art Rothirsch

(Anwendung des Erlasses vom 9. Juni 1988 zur Festsetzung der Jagd- und Schonzeiten
für die Jagdsaison 1988-1989 in der Wallonischen Region)

Der Unterzeichnete (Name, Vorname)

Eigenschaft

wohnhaft in

erklärt, dass (Art, Geschlecht, Typ)

transportiert unter Deckung dieser Bescheinigung,
am (Datum), in (Gemeinde)
von (Name und Adresse)

abgeschossen worden ist.

Diese Bescheinigung gilt fünf Tage nach dem hierunter angegebenen Datum.
(Unterschrift)

Auf Kosten des Begünstigten an den Hauptingenieur-Dienstleiter des Forstamtes in zurückzuschicken.

Gesehen und genehmigt, um dem Erlass vom 9. Juni 1988 beigefügt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaftspolitik und den K.M.B.,

B. ANSELME

Der Minister der Landerneuerung, der Naturerhaltung, der Industriegebiete, der Beschäftigung
und des regionalen öffentlichen Amtes,

E. HISMANS

—
VERTALING
—

N. 88 — 1197

**9 JUNI 1988. — Besluit van de Executieve betreffende de opening en de sluiting van de jacht
voor het seizoen 1988-1989 in het Waalse Gewest**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op de artikelen 1 en 10;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, III, 5°;

Gelet op de richtlijn 79/409/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 2 april 1979 inzake het behoud van de vogelstand, inzonderheid op artikel 9, 1, a;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve, zoals gewijzigd tot heden;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 mei 1988 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, Leden van de Executieve, en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het overleg gepleegd tussen de betrokkene regeringen op 23 maart 1988, overeenkomstig artikel 2 van de Benelux-Overeenkomst op het gebied van de jacht en de vogelbescherming, ondertekend te Brussel op 10 juni 1970;

Gelet op het overleg gepleegd tussen de betrokkene Executieven op 18 april 1988 overeenkomstig artikel 6, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het advies van de Waalse Hoge Jachtraad;

Gelet op het advies van het Algemeen Bestuur van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden, Tewerkstelling en Gewestelijk Openbaar Ambt,

Besluit :

Artikel 1. Het jachtseizoen 1988-1989 loopt van 1 juli 1988 tot en met 30 juni 1989.

De datums van de opening en sluiting van de jacht voor dit seizoen worden als volgt vastgesteld. Behalve andersluidende bepaling gelden die datums voor het gehele Waalse Gewest en voor alle soorten jacht :

a) Jacht op grof wild :

— spitsert met spitsen van minder dan 20 cm en hert met minstens 12 enden : van 1 oktober tot en met 30 november.

— herten met vier of zes enden, herten met acht enden met minder dan vier enden aan één stang, herten met tien enden met beiderzijde kronen, t.t.z. met aan elke stang drie enden boven het middenend : van 15 november tot en met 30 november;

Voorts wordt toegelaten te schieten alleen bij bersjacht of loerjacht, binnen de bossen (met inbegrip van de moerassige delen, de open plekken, het laaggelegen grasland en de brandlanen) :

— van 15 september tot en met 30 september, spitserten met spitsen van minstens 20 cm en herten met minstens vier enden;

— van 15 september tot en met 14 oktober, herten met vier of zes enden, herten met acht enden met minder dan vier enden aan één stang, tienenders, met uitzondering van tienenders met beiderzijde kronen, t.t.z. met aan elke stang drie enden boven het middenend.

Hinde en jongen (beide geslachten) van edelhert : van 15 oktober tot en met 31 december.

Reebok : van 1 oktober tot en met 30 november.

Voorts wordt toegestaan te schieten alleen bij bers- en loerjacht, binnen de bossen, met inbegrip van de moerassige delen, de open plekken, het laaggelegen grasland en de brandlanen :

— van 15 juli tot en met 15 augustus 1988, op reebok met ten minste drie enden aan één van de stangen;

— van 15 tot en met 31 mei 1989, op reebok met minder dan drie enden aan elke stang.

Reegeit en jongen (beide geslachten) : van 1 oktober tot en met 30 november.

Damhert : van 15 september tot en met 30 november.

Damhinde en jongen (beide geslachten) : van 1 november tot en met 31 december.

Mannelijke moeflons waarvan de horens, gemeten langs de buitenzijde, minstens 60 cm bereiken, vrouwelijke moeflons evenals lammen van het vrouwelijk geslacht en jonge mannelijke dieren met horens van maximum 15 cm : van 1 oktober tot en met 31 januari.

Wild zwijn : gans het jaar, de jacht op deze dieren in 't bos en in 't open veld is evenwel geschorst van 15 januari tot en met 15 april.

b) Jacht op klein wild :

Patrijs : van 17 september tot en met 30 november.

Haas : van 15 oktober tot en met 31 december.

Fazantheen : van 15 oktober tot en met 31 januari.

Fazanthen : van 15 oktober tot en met 31 december.

Houtsnip : van 15 oktober tot en met 31 januari.

Bij toepassing van artikel 2 van de jachtwet, is de loerjacht op de houtsnippen evenwel toegelaten van 15 oktober tot en met 15 november.

Deze loerjacht is enkel toegestaan 's avonds gedurende een half uur na zonsondergang, in de bossen van ten minste twintig hectare, aan de eigenaars of rechthebbenden van een jachtgebied van deze grootte waar die loerjacht plaats heeft en op voorwaarde dat het jachtgebied voldoet aan de voorschriften van artikel 2bis van de jachtwet van 28 februari 1882.

c) Jacht op waterwild :

1° De jacht met vuurwapens op de volgende waterwildsoorten is toegestaan :

— wilde eend : van 15 augustus tot en met 31 januari;

— waterhoen : van 15 augustus tot en met 31 januari;

— kievit : van 15 september tot en met 31 januari;

— watersnip : van 15 september tot en met 31 januari.

De jacht op die waterwildsoorten voor de algemene opening van de jacht in open veld is alleen toegestaan op waterlopen alsook op en in de onmiddellijke nabijheid van vijvers en moerassen waar de jager het jachtrecht bezit. Het schieten van eendekuijken die nog niet kunnen vliegen is verboden.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 2 van de jachtwet van 28 februari 1882 en van deze van artikel 1, 1° van het besluit van de Executieve van 2 oktober 1985 tot toekenning aan de eerstaanwezende ingenieurs-hoofden van dienst van de Dienst voor Bossen, Jacht en Visserij van bepaalde machten die door deze wet aan de Executieve zijn opgedragen, kunnen vergunningen voor de loerjacht op de wilde eend een half uur na zonsondergang en een half uur voor zonsopgang, door de e.a. ingénieur-hoofd van dienst van de Dienst voor Bossen, Jacht en Visserij afgeleverd worden.

De Dienst voor Bossen, Jacht en Visserij kan tijdens een bijzonder ongunstige en langdurige vorstperiode elke jacht op die wildsoorten schorsen voor een periode van vijftien dagen, eventueel hernieuwbaar.

Deze schorsing wordt pas van kracht op de dag waarop een bericht daaromtrent in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

2° In afwijking van de hierboven vermelde bepalingen en met het oog op de preventie van luchtongevallen is het schieten op Kievitten, kokmeeuwen en zilvermeeuwen van 1 juli 1988 tot 30 juni 1989 door de beheerende overheden toegestaan :

- binnen de grenzen van de vliegvelden van de Regie der luchtwegen te Charleroi-Gosselies; Luik-Bierset;
- binnen de grenzen van de militaire vliegvelden te Bierset (Grâce-Hollogne), Bevekom en Incourt, Florennes.

De beheerende overheden zullen voorafgaand de e.a. ingenieur-hoofd van dienst van het gebied van de Dienst voor Bossen, Jacht en Visserij schriftelijk verwittigen. Deze kan het schieten verbieden of, in voorkomend geval, beperken door een met redenen omklede beslissing en na onderzoek.

3° Ten einde belangrijke schade aan de teelten te voorkomen, wordt in afwijking van 1° het schieten van de wilde eend van zonsopgang tot één uur na zonsopgang door de jachtrechthebbers met een jachtverlof ook toegestaan van 10 juli 1988 tot en met 15 augustus 1988.

Dit schieten kan enkel toegestaan worden aan de volgende voorwaarden :

- rond en in de percelen met platliggende graangewassen waar deze vogels schade veroorzaken;
- na voorafgaande aanvraag toegestuurd aan de houder van een jachtrecht door de eigenaar van de graangewassen op deze percelen die de jager ontlast van elke aansprakelijkheid inzake schade aan de graangewassen vanwege de aanwezigheid van jagers;
- na voorafgaande verwittiging door de jager, bij middel van een aangetekende brief, van de ambtenaar of de aangestelde van de Dienst voor Bossen, Jacht en Visserij die bevoegd is voor het gebied en van de kommandant van de plaatselijke rijkswachtbrigade.

d) Jacht op overig wild :

Konijn in open veld : van 17 september tot en met 31 december.

Houtduif : zowel in open veld als in bossen : van 17 september tot 31 maart.

Tijdens die periode zijn de beëdigde wachters van de houders van een jachtrecht gemachtigd de houtduif met het geweer te verdelgen, zonder jachtverlof, op gans de oppervlakte van de eigendommen die zij moeten bewaken, na voorafgaande verwittiging, door de jager, van de ambtenaar of de aangestelde van de Dienst voor Bossen, Jacht en Visserij bevoegd voor het gebied en van de kommandant van de plaatselijke rijkswachtbrigade.

e) Allerlei :

Parforcejacht met meute en zonder vuurwapens, op alle wild dat voorwerp is van de parforcejacht : van 15 september tot en met 30 april.

Voor de geit en het reekalf van beide geslachten is de sluiting echter op 31 maart.

Nochtans bij sneeuw die het bosgezicht aanhoudend bedekt gedurende meer dan 24 uur is de parforcejacht automatisch verboden.

In strikte naleving van de openings- en sluitingsdatums van het overeenkomstig wild :

Jacht in open veld : van 17 september tot en met 31 december;

Jacht met drijfhond : van 15 oktober tot en met 31 december;

Jacht met een roofvogel : van 17 september tot en met 31 januari.

Nochtans wordt de jacht met een roofvogel op de houtduif in het open veld en in de bossen toegelaten van 17 september tot en met 31 maart.

Die van het konijn in de bossen blijft gans het jaar toegelaten.

Art. 2. Soorten waarop de jacht niet wordt geopend :

Het is verboden te jagen of te schieten op spitsers van hert met spitsen groter dan 20 cm, herten met vier, zes, acht of tien enden (behalve aan de in artikel 1 genoemde voorwaarden), kwartels, lijststers, korhoenders, Schotse sneeuwhoenders, bonte kraaien, wilde katten, dassen, boom- en steenmarters, en eekhoorns.

Dit verbod is eveneens toepasselijk voor zwarte kraaien, roeken, kauwen, gaaien, eksters, bunzingen, hermelijnen en wezels (behalve onder de voorwaarden vermeld in artikel 5).

Art. 3. Bepalingen betreffende het gebruik van honden :

§ 1. In de in artikel 1, a, bedoelde periodes waarin alleen de bers- en de loerjacht op herten of reebok is toegestaan, is het gebruik van één of meerdere honden verboden. Voor het opzoeken van het spoor van een gekwetst hert of reebok is het echter toegelaten een hond te gebruiken voor zover hij aan de leiband gehouden is.

§ 2. Voor de jacht op het wild zwijn is het gebruik van opjagingshonden en andere honden slechts toegelaten na 15 april en tot en met 30 juni, wanneer zij gemuilband of aan de leiband gehouden zijn.

§ 3. Voor de jacht met een geweer op konijnen waarvan sprake in artikel 4, eerste lid, behoudens bijzondere ministeriële machtiging, mogen de honden « keffers » genaamd, vanaf 1 maart en tot de opening van de jacht met drijfhond, voor die wijze van jagen slechts gebruikt worden als zij gemuilband zijn. De kleine spaniëls, cockers en andere zijn met de staande honden gelijkgesteld.

§ 4. Voor de jacht en de opsporing van wild is het gebruik van de hazewindhond verboden.

Art. 4. Bijzondere jachten en bestrijding van wilde konijnen :

De jacht met een geweer op konijnen, met of zonder fret, bij drijfjachten of met de staande hond, evenals de jacht met buidels en fretten zijn gans het jaar toegelaten in de bossen, evenals in de duinen, de teenbossen, de bremvlakten, de heiden, de houtkanten en alle plaatsen, zoals ophoppingen, glooiingen, bermen en grachten, begroeid met struikgewas of bramen.

De beëdigde wachters van de houders van een jachtrecht zijn gemachtigd de konijnen gans het jaar te verdelgen, met het geweer, zelfs bij loerjacht 's avonds en 's morgens, zonder jachtverlof, over gans de oppervlakte van de eigendommen die zij moeten bewaken. Zij mogen eveneens en zonder het bewijs te moeten leveren van een persoonlijke vergunning, gebruik maken van konijnestrikken en van klemmen in de bossen van hun opdrachtgevers, onder de voorwaarden bepaald in het koninklijk besluit van 24 juni 1952.

De houders van het jachtrecht moeten onmiddellijk overgaan tot de verdeling van de konijnen met al de middelen toegestaan door de wet, zoniet zal van ambtswege tot deze verdeling worden overgegaan.

In afwijking van artikel 1 van dit besluit mogen de houders van een jachtrecht of hun afgevaardigden, die een jachtverlof bezitten, konijnen blijven schieten in het open veld tot de opening van de jacht in het open veld, op de percelen die palen aan de bossen en de ermede gelijkgestelde gronden, vermeld in lid 1, die niet doeltreffend afgesloten zijn en waarin zich konijnen bevinden.

Art. 5. Bepalingen betreffende de bestrijding van ander wild dan wilde konijnen.

Ter voorkoming van belangrijke schade aan gewassen, vee en bossen en met het oog op de bescherming van de fauna en de flora, mogen de dieren waarvan sprake in de volgende paragrafen teruggedreven worden door de bewoners, de beëdigde wachters, de aangestelde van de Dienst voor Bossen, Jacht en Visserij evenals door de houders van een jachtrecht met een jachtverlof, aan de hierna volgende bepaalde voorwaarden.

§ 1. Verdelging van zwarte kraaien, roeken, kauwen, gaaien en eksters.

Het verdelgen van deze vogels, evenals van hun eieren en broedsel zal plaats mogen hebben van 1 juli tot 30 juni :

- enkel daags;
- in de velden, teelten, weiden, graslanden, boomgaarden en allerlei installaties die schade van deze vogels zouden kunnen leiden;
- in en langs bossen waar een abnormale hoge bevolking van deze vogels door de Bosdienst vastgesteld is;
- na voorafgaande verwittiging bij aangetekende brief van de e.a. ingenieur-hoofd van dienst van het gebied van de Dienst voor Bossen, Jacht en Visserij. De belanghebbende zal de plaatsen aanduiden waar hij tot het verdelgen over zal gaan.

De e.a. ingenieur-hoofd van dienst kan, bij een met redenen omklede beslissing en na onderzoek, deze verdelging verbieden of, in voorkomend geval, beperken.

Wanneer de verdelging gebeurt door de aangestelden van de Dienst voor Bossen, Jacht en Visserij, zal de beslissing genomen worden door de ingenieur van Waters en Bossen van het gebied die er zijn hiërarchische meerdere van zal verwittigen.

§ 2. Verdelging van vossen en verwildeerde katten.

Het verdelgen van deze dieren evenals van hun leger of hol kan altijd gebeuren van 1 juli tot 30 juni.

§ 3. Verdelging van bunzingen, hermelijnen en wezels.

Het verdelgen van deze dieren kan altijd gebeuren, van 1 juli tot en met 28 februari.

§ 4. Verdelgingsmiddelen en -methoden.

Iedere persoon die overgaat tot deze verdelging kan, onder zijn verantwoordelijkheid, gebruik maken van :

- vuurwapens. Het gebruik van deze zonder jachtverlof is toegestaan aan deze personen, met uitzondering van de houders van het jachtrecht die er een moet bezitten;
- vallen die derwijze zijn geplaatst dat zij de vangst van andere dieren onmogelijk maken.

Het gebruik van alle andere middelen, onder meer :

- giftstoffen,
- en van alle andere tuigen, onder meer :
- vallen,
- is verboden.

Voor de bestrijding van de zwarte kraai mag nochtans gebruik gemaakt worden van een rechtmatig in het bezit gehouden roofvogel.

Het schieten in de nesten is altijd verboden.

Art. 6. Bepalingen inzake de handel en het vervoer van zeker wild :

§ 1. Op het tijdstip dat het alleen toegelaten is de fazanthaan te schieten en te vervoeren, mogen de fazanten slechts worden vervoerd, te koop aangeboden, verkocht en gekocht, indien minstens hun kop met de pluimen bedekt is.

Overeenkomstig artikel 36 van de wet van 28 februari 1882 is de houder van een jachtrecht in een bos dat minstens twintig hectare uit één stuk groot is, gemachtigd, vanaf 15 september tot 30 november 1988, kippende ruikooien en onder de vorm van doorzichtig gevlochten manden te gebruiken voor het terugvangen, in dit bos, van fazanten die bestemd zijn voor het houden of voor de kweek indien hij bijzondere en voldoende installaties bezit voor het verzorgen van de teruggevangen vogels.

De vangtuigen mogen niet op minder dan vijftig meter van de rand van de naburige beboste eigendommen geplaatst worden.

De terugneming van fazanten onder andere dan de hierboven vermelde voorwaarden, moet aangevraagd worden in een met redenen omkleed verzoek. Een bijzondere machtiging kan worden afgeleverd.

§ 2. Gedurende de tijd dat het geoorloofd is reebokken te schieten, evenals tijdens de tien dagen die op de sluitingsdatum volgen, is het vervoer tot aan de plaatsen van verbruik of van kleinhandel slechts toegelaten enkel indien het dier zijn gewei heeft behouden of op voorlegging van een getuigschrift, geldig gedurende vijf dagen, opgesteld door één van de in lid 1 van artikel 24 van de jachtwet van 28 februari 1882 vermelde overheidsbeambten waarbij vastgesteld wordt dat het vervoerde dier tot één der types behoort waarvan het schieten toegestaan is op grond van artikel 1, a, van dit besluit.

§ 3. In de periode dat het alleen toegelaten is het hert, de hinde, het damhert of de damhinde te schieten en te vervoeren, is het vervoer tot aan de plaatsen van verbruik of van kleinhandel slechts geoorloofd wanneer het dier op zichtbare wijze zijn uiterlijke geslachtskenmerken of zijn gewei draagt.

§ 4. Het vervoer van herten, hinden en jongen tot aan de plaats van verbruik of van kleinhandel, is slechts toegelaten mits voorlegging van een getuigschrift, geldig voor vijf dagen, opgesteld door een ambtenaar of een aangestelde van de Dienst voor Bossen, Jacht en Visserij, een rijkswachter of een veldwachter en gelijkvormig aan het model dat aan dit besluit gehecht is.

Dit getuigschrift moet verplichtend vóór 31 januari 1989 door de gebruiker, op zijn kosten, overgemaakt aan de e.a. ingenieur-hoofd van dienst van Waters en Bossen van het gebied waar het schieten plaats had.

§ 5. Het vervoer en in de handel brengen van zwarte en bonte kraaien, roeken, kauwen, gaaien, eksters, wilde katten, dassen, marters, steenmarters, eekhoorns is verboden.

Dit verbod geldt eveneens voor buinzings, hermelijnen en wezels.

Art. 7. Algemene verbodsbepalingen :

§ 1. Het is verboden bij sneeuw in open veld te jagen, welke ook de hoeveelheid sneeuw zij die de grond bedekt; de jacht blijft echter geoorloofd in de bossen, duinen, teenbossen, brem- en houtkanten, evenals op het waterwild in de moerassen en vijvers, op de waterlopen en de rivieren.

Voorts is het schieten op wild dat rechtstreeks uit het bos komt door jagers op open veld voor en langs het bos toegelaten, zelfs bij sneeuw.

§ 2. Het is verboden, hoe dan ook, in de velden waarop zich graangewassen of andere korrel- of zaaddragende planten bevinden, rijp of rijpend te velde staande of afgemaaid, maar liggend op de grond.

De overtreders worden onder meer gestraft met de bij artikel 6 van de jachtwet van 28 februari 1882 voorziene straffen.

Onverminderd de bepalingen van artikel 556, 6°, van het Strafwetboek, is dit verbod niet toepasselijk op maïs, gras en voeder van alle aard, bieten, aardappelen, rapen en andere planten die niet geteeld worden met het oog op de oogsten van gebonden, rechtgezette of ophoogte graan- en zaadgewassen, noch op de herfstbezaaiingen.

Art. 8. Bepalingen inzake bescherming van bepaalde wildsoorten :

De nesten, legers of hollen van bonte kraaien, wilde katten, eekhoorns, marters, steenmarters en dassen mogen nooit worden verstoord, vernield of weggenomen.

Art. 9. De gouverneurs van de provincies van het Waalse Gewest worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 juni 1988.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Economie en de K.M.O.'s,
B. ANSELME

De Minister voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden, Tewerkstelling
en Gewestelijk Openbaar Ambt,
E. HISMANS

—
Bijlage
—

Getuigschrift voor het vervoer van het soort hert

(Toepassing van het besluit van 9 juni 1988 tot vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1988-1989 in het Waalse Gewest)

Ondergetekende (naam) (voornamen)
(hoedanigheid)
wonende te (adres)
verklaart dat (soort, geslacht en type)
vervoerd onder dekking van dit getuigschrift, werd geschoten de (datum)
te (gemeente)
door (naam en adres)

Dit getuigschrift is geldig voor de vijf dagen volgend op de hierna vermelde datum.

Te, de 19 ..

(handtekening)

Op kosten van de bestemming terug te zenden aan de e.a. ingenieur-hoofd van dienst van Waters en Bossen, te

Ons bekend en goedgekeurd om gehecht te worden aan het ministerieel besluit van 9 juni 1988.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Economie en de K.M.O.'s,
B. ANSELME

De Minister voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden, Tewerkstelling
en Gewestelijk Openbaar Ambt,
E. HISMANS

—
MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
—

F. 88 — 1198

17 MAI 1988. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'article 59bis de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;